

SIDA : qualité de vie ! qualité des soins ! L'austérité tue !

Si le traitement antirétroviral a un bénéfice indéniable sur l'état immunitaire, il ne permet pas pour autant de résoudre toutes les difficultés auxquelles sont confrontées les Personnes Vivant avec le VIH (PVVIH) : problèmes de revenus, d'emploi, de logement, de relation avec les autres, de révélation du statut sérologique ou de vie affective et sexuelle.

La prise en charge doit dépasser les seuls aspects biomédicaux pour prendre en compte l'individu dans sa globalité, plus encore qu'avant compte tenu de l'évolution des caractéristiques des PVVIH. La santé «globale» qui implique le retour à une vie professionnelle, sociale, affective et des capacités de se projeter dans l'avenir doit rester l'objectif commun de tous les acteurs médicaux, sanitaires ou associatifs.

Recommandations des experts dans le Rapports Morlat 2013.

La réussite thérapeutique des PVVIH est en partie dépendante des conditions de vie et de la situation sociale des personnes mais aussi de la qualité de la prise en charge. Prise en charge qui se doit d'être globale, multidisciplinaire pour l'ensemble des personnes concernées et effective sur l'ensemble du territoire. Leur santé « globale » doit rester l'objectif commun de tous les acteurs médicaux, sanitaires ou associatifs mais leurs actions sont limitées par la mise en place des politiques de santé et sociales qui remettent de plus en plus en cause notre système de santé solidaire et la notion de service public.

Les inégalités sociales de santé subies par les personnes les plus pauvres, que les gouvernements successifs s'engagent à réduire dans les discours, ne cessent de progresser. En 2012, 26% de personnes ont renoncé à au moins un soin pour raison financière, principalement due à l'impact des restes à charge provenant des dépassements d'honoraires, des franchises médicales et/ou hospitalières et autres forfaits, du transfert d'une partie de la part de l'assurance maladie générale vers la part complémentaire et du déremboursement de médicaments provoquant l'augmentation du coût des mutuelles. Les PVVIH, pourtant prises en charge au titre de leur ALD, assument aussi ce coût du reste à charge qui impacte leur revenu et nuit grandement à la qualité de vie des plus pauvres d'entre elles (bénéficiaires de minima sociaux (AAH, ASPA)). Ces problèmes de revenus les obligent parfois à faire un choix entre se soigner, se nourrir, s'habiller et aussi se loger tout en continuant à faire face à la discrimination entourant toujours le VIH/sida.

En complément de ce problème de condition de vie, les freins de l'accès aux soins accentuent cette réalité d'inégalité sociale de santé. L'extension des déserts médicaux, l'augmentation des délais d'attente pour avoir un rendez-vous, les suppressions de postes de personnel, soignants et non soignants, dans les hôpitaux, les fermetures de certains services et/ ou d'hôpitaux de proximité et de centre de santé (La Case de Santé à Toulouse), les inégalités de prise en charge de certaines populations (détenus, étrangers malades) écartent de plus en plus de personnes de notre système de santé et vont complexifier leurs parcours de santé.

Pour faire face à ces situations le gouvernement VALLS cible la lutte contre les inégalités sociales de santé comme une de ses priorités. Mais, à l'instar de ces prédécesseurs, la hauteur des moyens engagés est loin de correspondre à l'ambition affichée. Et les politiques d'austérité mises en place (Accord National Interprofessionnel, maîtrise des déficits de la sécurité sociale) vont avoir pour conséquence de désolidariser les salariés de la mutualisation, isoler les personnes les plus faibles et d'accentuer la dégradation de la qualité de vie et de prise en charge des usagers.

Parce que la qualité de vie et la qualité des soins sont les facteurs essentiels pour la réussite thérapeutique des PVVIH et aussi de la population en général, Act up Sud-ouest exige que le gouvernement arrête sa politique d'austérité et de gestion comptable de la santé et donne de véritables moyens pour la mise en place d'une politique sociale et solidaire.

Contact presse : Guy MOLINIER : 06 18 41 20 99

Soutenu par : Arc EnCiel, Alternative Libertaire 31, La Case de Santé, CEDIS, CIP-MP, Comité Défense Hôpital Public de la Haute Garonne, DAL, EEVL Toulouse, Fédération Sud Santé Sociaux, Grisolidis, GPS, Médecin du Monde Midi-Pyrénées, OCML VP, Relais VIH, STRASS Toulouse, Ni Pauvres Ni Soumis Midi-Pyrénées, NPA, Partie de Gauche 31, Sud- spectacle solidaire